

Aux confins de l'Europe, une frontière en barbelés

Des milliers de réfugiés, syriens en majorité, sont entrés en Bulgarie l'an passé. Prenant au dépourvu des autorités confrontées pour la première fois à un tel flux.

Élections européennes

Golyam Dervent.
De notre envoyé spécial

Les premiers groupes sont arrivés au printemps l'an dernier, à la fonte des neiges. Blotti à deux kilomètres de la frontière turque, le bourg de Golyam Dervent n'avait jamais vu cela. Les migrants descendaient des collines et des bois, passaient l'ancien poste frontière datant du communisme, en ruines.

Puis ils empruntaient un chemin de terre devant chez Atanas. « J'avais de la peine pour eux, souffle le vieil homme, 87 ans, casquette kaki sur la tête. Il y avait beaucoup d'enfants, couverts de boue. J'allais leur chercher de l'eau à la source un peu plus haut, près de l'ancien bâtiment des douanes. » Dans son épicerie aux murs bleu ciel, Guena se souvient de cette famille dépenaillée, avec une petite fille qui tenait dans les bras une poupée. « Une poupée toute nue, misérable comme le reste de la famille. »

Caméras infrarouges

L'an passé, plus de sept mille réfugiés ont franchi cette frontière pour gagner la Bulgarie et donc l'Europe : des Africains, Afghans, Iraniens et une grosse majorité de Syriens, des Kurdes surtout. « Ils s'asseyaient près de la mairie et attendaient



tranquillement les cars de la police qui les emmenaient dans le camp d'Elhovo, à une trentaine de kilomètres. »

Depuis plusieurs semaines, Golyam Dervent, village fantôme de 54 habitants, avec ses maisons aux toits crevés et sa vie au ralenti, ne voit plus un seul réfugié. Juste le va-et-vient de camions militaires tout-terrain, la relève matin et soir des gardes frontières, des policiers et des agents de Frontex (la police des frontières européenne).

Dans les collines, on dévide des fils barbelés ; on poste des hommes et des caméras infrarouges. Chantier top secret. La police maintient curieux et journalistes à distance. Cette clôture va couvrir sur trente kilomètres. Les 250 autres kilomètres de la frontière bulgare-turque sont hérissés de montagnes et de forêts « diffi-

cilement franchissables », selon les autorités.

« Cette barrière, c'est dans l'intérêt des migrants, plaide le colonel Nikolai Tchirpanliev, patron de l'Agence pour les réfugiés. Ils étaient à la merci des trafiquants qui les abandonnaient dans les bois. On y a d'ailleurs retrouvé plusieurs cadavres. » Les autorités veulent canaliser ce flux migratoire qui pourrait reprendre aux beaux jours, vers les quatre points de passages officiels où les migrants pourront faire leur demande d'asile.

Pris de court

Pas habitués jusque-là à ces mouvements de population massifs, les Bulgares ont été pris de court, malgré les avertissements répétés des services de renseignements. La fermeture en 2012 de la frontière entre la Turquie et la Grèce par une clôture barbelée de 12,5 km avait pourtant rendu prévisible ce scénario.

Pour faire face, le pays le plus pauvre de l'Union européenne a reçu 5 millions de dollars du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés, 2 millions d'euros de la République Tchèque qui ne tient pas à accueillir le moindre migrant, et 20 millions de Bruxelles. « Cet argent ne peut servir à la construction de barrière de barbelés, insiste Ognian Zlatev, représentant la Commission européenne à Sofia. La Commission ne construit pas de murs, mais



Au printemps dernier, Atanas (à gauche) a vu les réfugiés arriver dans son village bulgare. « Ils s'asseyaient et attendaient les cars de police qui allaient les emmener au camp d'Elhovo (à droite), à une trentaine de kilomètres », explique-t-il.

des ponts. » Le colonel Tchirpanliev est nettement moins péremptoire. La Bulgarie doit se débrouiller avec ces réfugiés. La majorité rêve d'Allemagne, de Suède ou de France. Mais la réglementation de l'UE les oblige à rester dans le premier pays où ils ont mis les pieds en Europe.

Marc PENNEC.

Depuis l'accord de Schengen (effectif en 1995), l'Europe a progressivement supprimé les contrôles aux frontières intérieures de l'Union pour s'en tenir aux contrôles aux frontières externes.

L'agence Frontex, créée en 2004 et qui siège à Varsovie, rassemble une équipe de policiers européens qui coordonnent les contrôles aux fron-

tières extérieures. Ils disposent d'un budget de 90 millions d'euros. Depuis les récents naufrages au large de l'île de Lampedusa (Sicile), faisant des centaines de victimes et illustrant la poussée migratoire consécutive aux révolutions dans le monde arabe, les États membres de l'Union européenne se sont engagés à renforcer les moyens de Frontex.

La France n'est pas le pays qui accueille le plus

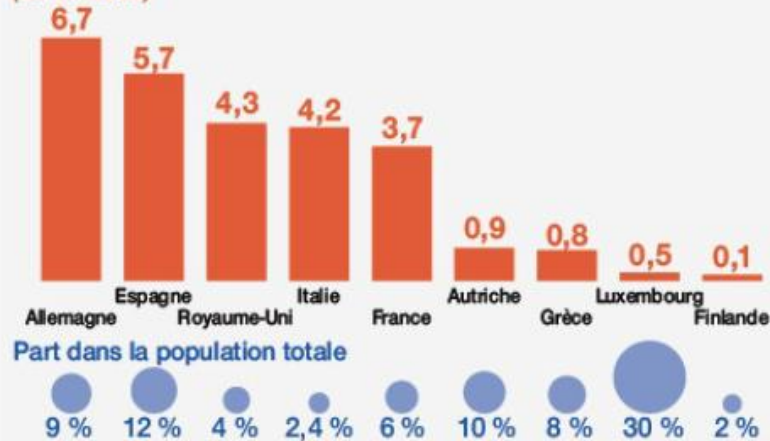
Demandeurs d'asile. En 2013, l'Union européenne a enregistré 435 000 demandes d'asile, soit 100 000 de plus que l'année précédente. C'est l'Allemagne qui en a reçu le plus (126 000), suivi de la France (64 000), la Suède (54 000) et du Royaume-Uni (30 000). En France, 20 % des demandeurs obtiennent le statut de réfugié. Un peu moins de 10 000 personnes en 2012.

Morts en venant en Europe. Selon l'enquête *Migrants files*, réalisée par des journalistes européens qui ont comparé leurs données, 23 258 migrants sont morts en Méditerranée. Soit en moyenne 1 600 par an. Beaucoup meurent noyés. Mais aussi de faim, d'hypothermie, étouffés dans les camions. La route la plus dangereuse est celle qui va de l'Afrique à Lampedusa.

Nombre d'immigrés. En 2012, la France a accueilli un peu plus de 211 000 entrées légales dont 90 700 voisins de l'Union européenne et 120 900 migrants venus hors d'Europe. Il s'agit de regroupements familiaux (environ 90 000), d'étu-

Les étrangers en situation régulière dans les pays de l'Union européenne

(en millions)



Source : Atlas mondial des migrations 2009. Quest-France

dants (58 000), de demandeurs d'asile, travailleurs non communautaires (20 000 en 2009), touristes, malades... Plusieurs pays accueillent plus que la France : le Royaume-Uni (418 000), l'Allemagne (398 000), l'Italie (321 000), l'Espagne (272 000).

Sans-papiers. Leur nombre est es-

timé à 5 millions en Europe, dont 200 000 en France, qui sont entrés ou vivent clandestinement sur le territoire. Certains sont arrivés il y a longtemps ; d'autres récemment. En 2013, 36 000 clandestins ont été expulsés de France, chiffre qui englobe les « éloignements aidés » de Roms roumains et bulgares.

La dissuasion n'entame ni les flux ni l'espoir des migrants

Entre guillemets

Catherine Wihtol de Wenden.

Spécialiste des migrations, directrice de recherche au CNRS-Ceri.



Philippe Chénel

« La crise économique et la montée de l'extrême droite ont suscité des discours nationalistes et xénophobes en Europe. Ils prédisaient une « invasion » étrangère, on en est loin. Par exemple, l'essentiel des Syriens qui ont fui la guerre se sont réfugiés en Turquie (1,5 million), au Liban (un million) ou en Jordanie. L'Allemagne a accepté d'en accueillir 1 500 ; la France, 500.

« L'Europe se claquemure. Elle a multiplié les systèmes répressifs : des visas dissuasifs, des restrictions au regroupement familial, des murs, des militaires, les policiers de Frontex à l'affût, des centres de rétention, des expulsions. Théâtralisation du contrôle des frontières, déclarations

« musclées » : les gouvernements cherchent d'abord à satisfaire leur opinion publique.

« Ces repoussoirs n'ont pas entamé la lente régularité des flux. L'Europe de l'Ouest attire. Elle est préférable, estiment les migrants, à la guerre, à la corruption, au clientélisme, à l'immobilisme, aux risques sanitaires qu'ils subissent dans leur pays. « Pour un avenir meilleur », proposait le président Bouteflika. « Pour un avenir ailleurs », lui rétorquent des Algériens qui n'ont plus confiance, plus d'espoir. Au Maroc, 70 % des étudiants souhaitent s'expatrier.

« Ils veulent bouger, pas forcément s'installer »

« La répression renforce les prises de risques insensés, les trafics et la clandestinité. Sur le plan diplomatique, on se crée des ennemis. Et l'on « fabrique » des sans-papiers impuissants à s'insérer, sous-payés par leurs employeurs, à la merci de marchands de sommeil. Quel gâchis humain ! Et économique. Des secteurs entiers dépendent pourtant de cette main-d'œuvre : l'agriculture, le bâtiment, le nettoyage, la voirie... En

France, on est soulagés de les avoir comme médecins ou curés de campagne. En Italie, la plupart des *pizzaioli* sont des Égyptiens, et les nouous, polonaises ou roumaines.

« Quand une guerre s'achève enfin, quand l'économie repart, beaucoup d'exilés rentrent chez eux. Dans des pays du Sud, le nombre d'enfants par femme est passé de 6 à 2,5 en une génération : donc, moins de candidats potentiels au départ. Néanmoins, les flux se poursuivront. Les jeunes, plus instruits que leurs parents, aspirent à progresser dans leur métier, à être rémunérés correctement. Ils veulent bouger – pas forcément s'installer – et aider, grâce aux transferts de fonds, leur famille ou leur pays. Les catastrophes naturelles vont provoquer le déplacement de réfugiés environnementaux en Asie et Afrique, peu en Europe.

« On décourage l'étranger, on le traque alors qu'il vaudrait mieux se préparer à vivre avec. Il faut assouplir les règles et gérer l'immigration à l'échelle mondiale. »

Recueilli par Colette DAVID.